

Première partie
Notes biographiques



1

Notes biographiques

Samir Amin est né en Egypte en 1931 d'un père égyptien et d'une mère française. Tous deux étaient médecins et issus de milieux bourgeois mais pas réactionnaires, dit-il. Sa mère provenait de jacobins décidés tandis que son père était un « wafdiste » de gauche, c'est-à-dire un démocrate bourgeois avec des convictions nationalistes, mais modernistes et non anti-européennes, au sens culturel du terme.

Samir Amin a suivi ses études primaires et secondaires en Egypte, précisément au Lycée français, dont il garde un excellent souvenir. Selon lui, c'était un Lycée d'un haut niveau culturel et d'un contenu fort progressiste. Il dit y avoir beaucoup appris sur l'histoire de l'Egypte, plus que les Egyptiens dans les écoles égyptiennes. Ses études secondaires eurent lieu pendant la Seconde Guerre mondiale. A l'époque, les élèves égyptiens, qui constituaient une forte minorité dans le Lycée français, étaient extrêmement politisés. Ils se partageaient en deux groupes : les communistes et les nationalistes. Ces derniers étaient de tendance anti-britannique, sans pour autant être pro-allemands et encore moins pro-nazis. Quant aux lycéens de tendance communiste, ils donnaient plus d'importance à la dimension sociale du problème et liaient la question de l'impérialisme et du colonialisme à celle de la structure de classe de la société égyptienne. Samir appartenait à ce groupe.

Etudes supérieures à Paris

Après son premier baccalauréat obtenu en 1947, Samir Amin s'envola pour Paris où il passera son deuxième baccalauréat, série « mathématiques élémentaires », au Lycée Henri IV, l'un des plus prestigieux de France, où se préparaient les concours aux Grandes Ecoles. C'est également à Paris qu'il poursuivra ses études supérieures. Au départ, il n'était pas destiné à faire de l'économie, mais plutôt sciences physiques, car, selon ses professeurs, il avait de très bonnes dispositions dans cette discipline. Et ils lui suggéraient de faire taupe et hypotaube, c'est-à-dire mathématiques supérieures et mathématiques spéciales pour préparer le concours d'entrée à l'Ecole Normale Supérieure.

Mais à la grande déception de ses professeurs, Samir Amin choisira d'étudier l'économie. Cette décision poussa ses professeurs à envoyer des lettres à ses parents pour le dissuader d'abandonner les sciences physiques pour faire du droit ! Car, à l'époque, pour étudier l'économie, il fallait commencer par la licence en droit.

Mais heureusement pour lui, ses parents étaient très tolérants et avaient décidé de soutenir le choix de leur fils. Samir Amin avait décidé de s'inscrire en même temps à Sciences-Po. Il dira que son choix était dicté par la conviction que cette voie pourrait offrir des possibilités d'une vie professionnelle beaucoup plus proche de sa préoccupation militante, alors que faire de la physique l'obligerait à faire une coupure totale entre sa vie professionnelle et sa vie politique, étant donné qu'il envisageait de s'engager dans les luttes politiques.

Ses études d'économie furent couronnées par un Doctorat d'économie politique soutenu en 1957. Parallèlement, il avait fait non seulement Sciences-Po, mais également l'Institut de Statistiques de l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Économiques). Aussitôt après ses études, il rentra en Egypte en 1957.

Orientation politique

Samir Amin se définit comme un « animal politique » qui ne peut pas séparer sa trajectoire, sa réflexion intellectuelle de ses combats et options politiques. Très tôt, dès son adolescence, il avait pris trois positions qui sont inséparables à ses yeux et qui ont constitué le socle sur lequel est fondée toute sa démarche intellectuelle et politique. La première position a été le refus de l'injustice sociale qu'il voyait autour de lui dans la société égyptienne. Il était témoin du contraste frappant entre la misère des classes populaires, d'une part, et l'arrogance, l'opulence et le gaspillage qui caractérisaient la vie des classes aisées, d'autre part. Ce refus a été un point de départ de sa révolte sociale.

En second lieu, le contexte de la Seconde Guerre mondiale a eu une très grande influence sur la formation de ses idées. Il avait adopté des positions résolument anti-fascistes, anti-nazies. Il avait rejeté le point de vue de certains Egyptiens qui considéraient que « l'ennemi de mon ennemi était mon ami » et qui pensaient donc que l'ennemi de la Grande-Bretagne était leur ami. Sa position résolument anti-nazie et anti-fasciste l'a amené à développer très tôt beaucoup de sympathie pour l'Union Soviétique qui avait joué un rôle décisif dans la défaite d'Hitler et des nazis.

Enfin, la révolte contre la domination impérialiste britannique, non seulement en Egypte, mais dans d'autres pays de la région, a été le troisième facteur décisif dans sa formation.

Ces positions sont toujours restées les siennes, cependant, elles avaient été renforcées durant ses études supérieures à Paris, immédiatement après la guerre. En effet, il s'était activement engagé dans les mouvements anti-colonialistes de l'époque. Et cette activité l'amena à adhérer au Parti Communiste Français (PCF), dont il devint un fervent militant.

Ses idées et positions politiques ont été également fortement influencées par la Conférence Afro-Asiatique de Bandoeng (Indonésie) en 1955 et la nationalisation

du Canal de Suez par le président Gamal Nasser en 1956. D'ailleurs, cette nationalisation l'amena à différer la soutenance de sa thèse de Doctorat, qui était prête en juin 1956, pour se lancer dans l'agitation politique. C'est finalement en 1957 qu'il soutint sa thèse et rentra aussitôt en Egypte, où il fut plongé dans une atmosphère politique très intense liée à la nationalisation du Canal, la guerre d'octobre 1956, la naissance du mouvement des pays non-alignés, etc.

Activités professionnelles

Pour Samir Amin, trois types d'activités se sont toujours articulées : le travail dans la gestion économique, l'enseignement et la recherche, et le combat politique. Il pense que cette combinaison donne un avantage sur des activités exclusivement politiques, soit uniquement universitaires ou scolaires, soit exclusivement technocratiques au sein de l'administration des Etats.

L'expérience égyptienne

Son retour en Egypte en 1957 après la soutenance de sa thèse à Paris coïncida avec un contexte de grandes nationalisations dans son pays. Son premier emploi fut, comme il dit, « dans la bureaucratie-technocratie de gestion nationale », c'est-à-dire dans la gestion du secteur public. Le travail consistait essentiellement à suivre la représentation de l'Etat dans les Conseils d'Administration des entreprises du secteur public. En tant que représentants de l'Etat, lui et ses collègues avaient à faire le travail des Conseils d'Administration, mais en tenant compte des instructions du Plan, c'est-à-dire de la politique macroéconomique. Cette expérience lui avait appris notamment comment traduire des orientations macroéconomiques en termes de choix de politiques microéconomiques, c'est-à-dire dans les entreprises.

Mais c'était une expérience qui s'était passée dans des conditions difficiles. En effet, Samir Amin était déjà membre du parti communiste, qui était dans la clandestinité. Le directeur de l'organisme économique où il travaillait, et qui était chargé de la gestion du secteur public, était lui-même communiste. En janvier 1959, il y eut une grande vague d'arrestations, dont celle de son directeur. Après ces événements, il exerça pendant un an les mêmes fonctions et resta toujours militant communiste dans la clandestinité. Mais en janvier 1960, il quitta l'Egypte et partit pour la France.

L'expérience parisienne

Son activité militante durant ses années d'études en France, entre 1947 et 1957, avait permis à Samir Amin de nouer de nombreux contacts dans les milieux communistes et anti-colonialistes qui se révéleront très utiles par la suite. Il avait en effet été militant très actif dans l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF), dans le Parti Communiste, mais également dans les organisations d'étudiants anti-colonialistes, que ce soit celles des pays arabes, dont l'Egypte, ou celles des pays asiatiques et africains, qui étaient représentées en nombre à Paris à l'époque, au sein desquelles se trouvaient des Vietnamiens notamment, des Nord-Africains et des

Africains au sud du Sahara. C'est dans ce contexte qu'il fit la connaissance d'une bonne partie de ceux qui allaient devenir les premiers dirigeants politiques de l'Afrique noire « francophone » post-indépendance, ainsi que des jeunes du Moyen-Orient qui étaient très nombreux à l'époque en France, comme les Syriens et les Irakiens, entre autres.

Durant son séjour à Paris, il travailla pendant six mois au Service des Etudes Économiques et Financières (SEEF). Cette expérience fut très formatrice pour lui, car, dit-il, c'est là qu'il apprit véritablement la manipulation de la macroéconomie dans un esprit de planification, de façon plus concrète. Mais il ne voulait pas rester à Paris et désirait se réinsérer dans un pays où il pourrait continuer à faire un travail politiquement utile et en choisissant des activités conformes à ses convictions profondes. Donc, après le SEEF, qui fut sa deuxième expérience pratique, très différente de celle de l'Égypte, il opta d'aller au Mali où il restera de 1960 à 1963.

L'expérience malienne

Le choix du Mali était dicté par le fait que ce pays venait de prendre, en septembre 1960, une orientation à gauche, avec le président Modibo Keita. Il s'installa donc à Bamako comme expert (un mot qu'il dit mettre entre « guillemets ») au Ministère du Plan du Mali. Il travailla auprès d'éminents économistes français, comme Jean Bénard et Charles Bettelheim. Samir Amin était chargé avec ses collègues maliens de la mise en œuvre du Plan. Il occupa ce poste pendant trois ans, de 1960 à 1963. Durant cette troisième expérience il avait aussi appris beaucoup de choses. Cependant, certaines des erreurs qu'il avait vu se produire en Égypte semblaient se reproduire de la même manière, qu'il jugeait tout à fait négative dans une perspective à plus long terme. Il trouvait que les choix macroéconomiques avaient un contenu social de moins en moins progressiste, prenaient de moins en moins en considération la perspective plus lointaine : Développement pour qui ? Développement pour quoi ?

Une autre erreur qu'il avait décelée au Mali était la tendance de plus en plus marquée à parler de politiques de « rattrapage », car pour lui, en réalité, il ne pouvait guère y avoir « rattrapage » dans le cadre du système dominant. L'obsession avec « le rattrapage » avait poussé les dirigeants maliens à mettre l'accent sur la maximisation de la croissance, fût-il au prix d'une dégradation des conditions sociales et surtout fût-il au prix d'un mépris total de la démocratie, pas seulement de la démocratie politique à travers le système du parti unique, mais de la démocratie sociale, c'est-à-dire de la participation réelle des travailleurs dans le processus de prise de décision. Ces dérives l'amènèrent à quitter le Mali après trois ans d'une autre expérience pratique qui fut tout aussi riche en enseignements et passionnante.

Malgré le passage du temps, le séjour de Samir Amin au Mali y a laissé des traces profondes et des souvenirs vivaces. C'est pourquoi il a été reçu en invité d'honneur à Bamako lors du 50^e anniversaire de l'indépendance du Mali en septembre 2010. Des cérémonies furent organisées en son honneur, tant par le pouvoir actuel que par le parti de l'ancien président Modibo Keita. Des hommages lui furent également rendus par la société civile, notamment par le Forum pour un Autre Mali (FORAM)

dirigé par Madame Aminata Dramane Traoré, ancienne ministre de la Culture. Toutes ces cérémonies étaient autant de manifestations de reconnaissance et de témoignages pour les contributions de qualité apportées par Samir Amin à l'œuvre d'édification de la jeune république au début de son indépendance.

Même s'il a rompu définitivement avec les fonctions de « bureaucrate » depuis son départ du Mali, Samir Amin n'en a pas moins continué à exercer des fonctions de conseiller pour plusieurs gouvernements du Sud ainsi qu'auprès d'institutions africaines et internationales. Des pays comme la Chine, le Vietnam, l'Algérie, le Venezuela, la Bolivie, entre autres, ont bénéficié et continuent de bénéficier de ses réflexions et de ses avis.

L'enseignement et la recherche

Après l'expérience du Mali, Samir Amin décida de se tourner définitivement vers une carrière universitaire. Il passa avec brio le concours d'agrégation en économie et entama une longue activité d'enseignant et de chercheur dans divers établissements universitaires, parmi lesquels l'Université de Dakar et celle de Vincennes, devenue Paris VIII-Saint-Denis. Il garde un excellent souvenir de ce dernier établissement, où, dit-il, après la révolte estudiantine de mai 1968, s'était amorcée l'une des meilleures expériences visant à repenser en profondeur tout l'enseignement des sciences sociales et humaines.

Mais l'enseignement va de pair avec la recherche, c'est-à-dire la production intellectuelle. Celle-ci n'a cessé de s'affirmer, tant sur les questions de théorie économique que sur celles liées aux problèmes pratiques de développement ou bien encore celles liées à la lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance et l'autonomie des pays du Sud.

L'expérience de l'IDEP

Dans la carrière d'enseignant et de chercheur de Samir Amin, l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP) tient une grande place. En effet, avec la bienveillance et même la complicité de certains responsables du PNUD à New York, dont le secrétaire exécutif de la CEA de l'époque, Robert Gardiner, pendant presque dix ans, Samir Amin avait développé cet Institut pour en faire un centre d'excellence, alliant réflexion et formation. Les activités se faisaient à travers des formules diverses, comme par exemple des déplacements pendant un mois ou deux dans un pays pour y travailler avec les agents des ministères du Plan ou des autres ministères économiques, mais également avec les étudiants et les professeurs de ce pays. Des équipes collectives étaient constituées pour discuter aussi bien de la nature des problèmes que de l'élaboration des politiques économiques à mettre en œuvre pour y faire face.

Le passage de Samir Amin à l'IDEP semble avoir laissé une empreinte indélébile, à en juger par le souvenir vivace qu'en ont retenu tous ceux qui ont fréquenté l'Institut pendant cette période.

Les expériences du CODESRIA, d'ENDA et du FTM

Avant de quitter l'IDEP, Samir Amin avait, comme il le disait, « préparé ses arrières », en créant, à partir de l'IDEP et au sein de celui-ci, trois institutions. En effet, il avait créé ces institutions en les définissant d'abord comme des programmes de l'IDEP, de manière à obtenir leurs premiers financements. Mais son but était d'en faire des entités indépendantes quand elles seraient en mesure d'obtenir leurs propres financements.

L'une d'elles est Environnement pour le Développement de l'Afrique (ENDA), devenu plus tard ENDA Tiers Monde. Cette institution a grandi depuis et a pu voler de ses propres ailes. Elle a étendu son influence par-delà les frontières du continent africain, avec des antennes en Amérique latine et en Asie.

La seconde institution était le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA), sur le modèle du Conseil Latino-Américain des Sciences Sociales (CLACSO). Le CODESRIA était conçu comme une sorte de fédération des instituts et des centres de recherche universitaires et para-universitaires africains pour organiser un débat systématique sur la nature des problèmes et des défis à relever dans toutes leurs dimensions. Le CODESRIA est devenu un grand centre de recherche au rayonnement international, fédérant les universités et institutions de recherche du continent et travaillant avec de nombreuses universités et institutions hors du continent, établissant des relations étroites avec des institutions similaires en Amérique latine et en Asie.

La production intellectuelle

Le passage à l'IDEP et la création du CODESRIA constituent des jalons dans les préoccupations majeures de Samir Amin : la production intellectuelle. Celle-ci est axée sur la critique sans merci du système capitaliste/impérialiste ; la déconstruction des concepts de l'analyse conventionnelle ; le soutien sans faille à l'émancipation politique, économique et culturelle des pays du Sud et la défense du socialisme comme seule alternative au capitalisme et à ses horreurs. Comme rappelé plus haut, pour Samir Amin, le combat intellectuel et le combat politique sont inséparables, car l'intellectuel organique qu'il est ne peut se cantonner à expliquer le monde et ses horreurs, mais plutôt à éclairer les luttes et à y prendre une part active pour changer le monde. En cela, il reste fidèle à l'enseignement de Marx qui disait dans une de ses fameuses « Thèses sur Feuerbach » que les philosophes ne doivent plus se contenter d'expliquer le monde, mais au contraire s'attacher à le transformer.

Il n'y a pas de doute que Samir Amin a contribué, autant, sinon plus que d'autres éminents économistes du Sud, à la remise en cause de la conception du « développement » véhiculée au début des années 1960 par les économistes conventionnels et surtout à jeter le discrédit sur le discours du système dominant sur les causes du « retard » des pays du Sud, de l'Afrique en particulier. L'axe central des travaux de Samir Amin, dès sa thèse de Doctorat, a été de démontrer le lien indissoluble qui existe entre « développement » et « sous-développement ».

Samir Amin a été parmi les premiers économistes du Sud à réfuter de manière cohérente et argumentée les thèses conventionnelles sur les causes du « retard » des

pays du Sud. Car pour lui, le capitalisme est un système mondial, englobant à la fois les pays capitalistes dits « développés » et les pays du Sud dits « sous-développés ». Ces vues exprimées déjà dans sa thèse de Doctorat avaient attiré une grande attention et suscité des débats, tant dans les pays du Sud que dans ceux du Nord. Ses écrits ultérieurs n'ont fait que confirmer ces vues, qui seront confortées par celles d'autres économistes, notamment ceux de l'École latino-américaine et Immanuel Wallerstein, avec le « système-monde ».

L'œuvre de Samir Amin est traversée par des idées-forces qui guident son combat contre le capitalisme, pour l'émancipation des peuples du Sud du joug capitaliste/impérialiste et pour la transformation économique et sociale sur le chemin de la longue transition au socialisme.

Le capitalisme comme système mondial

Pour bien comprendre le cheminement intellectuel de Samir Amin, il faut avoir à l'esprit qu'il avait adhéré très tôt à la conception marxiste de l'histoire des sociétés humaines. Une telle conception est de loin supérieure à l'analyse conventionnelle bourgeoise, parce qu'elle est une approche holistique des problèmes des formations sociales. Car, à ses yeux, on ne peut séparer l'économique du politique et du social. Cette conception était perceptible dès sa thèse de Doctorat, dans laquelle il utilisa les outils développés par le marxisme pour l'analyse de l'accumulation capitaliste conçue comme opérant à l'échelle mondiale.

A partir de cette analyse, il affirme que le capitalisme et son évolution ne peuvent être compris que comme un seul et unique système mondial, comprenant des « pays développés », qui constituent les Centres et des « pays sous-développés », les Périphéries du système. C'est la source et la nature de cette polarisation qui l'ont préoccupé dans toute sa production intellectuelle. Par conséquent, développement et sous-développement constituent l'endroit et l'envers de la même expansion du capitalisme mondial. Le sous-développement ne devrait plus être considéré comme un « retard » lié à des caractéristiques spécifiques – sociales, culturelles, voire géographiques – des pays dits « pauvres ». En réalité, le sous-développement n'est que le résultat de l'ajustement forcé de ces pays aux besoins de l'accumulation au bénéfice des pays situés au Centre du système.

La conception du capitalisme comme système mondial constitue l'axe central de toute la réflexion de Samir Amin, y compris de son analyse des expériences socialistes, que ce soit en ex-Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), en Chine ou dans d'autres pays.

Capitalisme et impérialisme

En outre, pour lui, capitalisme et impérialisme sont intimement liés à toutes les étapes de leur développement. Contrairement à Lénine, qui avait avancé que l'impérialisme est un stade particulier du développement du capitalisme, Samir Amin affirme que le capitalisme est impérialiste par nature et que, par conséquent, l'impérialisme est un phénomène beaucoup plus ancien, depuis la conquête des Amériques au XVI^e siècle

jusqu'à la transformation en capitalisme des monopoles. Donc, pour lui, l'impérialisme n'est nullement un phénomène récent, lié au passage au capitalisme des monopoles au XIXe siècle. En effet, pour lui, l'expansion mondiale du capitalisme est associée à la polarisation à toutes les étapes de son développement. En d'autres termes, la polarisation entre Centres et Périphéries est un phénomène inhérent au capitalisme. En disant cela, il admet cependant que le capitalisme et l'impérialisme sont passés par des phases différentes, chacune avec ses particularités. Si bien que les formes de la polarisation entre Centre et Périphéries, d'une part, et les formes par lesquelles s'exprime l'impérialisme, d'autre part, ont changé et évolué. Mais toujours dans le sens de l'aggravation de la polarisation et non dans le sens de son atténuation.

De nos jours, Samir Amin affirme qu'on assiste à la transformation du capitalisme en capitalisme des monopoles généralisés et la concomitante transformation de l'impérialisme en impérialisme collectif incarné par la Triade constituée des Etats-Unis, du Japon, de l'Union européenne et de leurs instruments – militaires, économiques et financiers – que sont l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ; la Banque mondiale ; le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), entre autres.

Cette Triade possède cinq monopoles (armes de destruction massive ; système de communication de masse ; système monétaire et financier ; technologies ; et accès aux ressources naturelles) qu'elle veut conserver à tout prix. C'est pourquoi elle s'est engagée dans la militarisation de la planète pour empêcher la perte de ces monopoles. Les guerres d'agression contre les peuples au Moyen-Orient, les menaces contre d'autres pays souverains, les interventions de l'OTAN, sous la direction de l'armée des Etats-Unis, la prétendue guerre « contre le terrorisme », la campagne des Etats-Unis visant à établir le quartier général d'AFRICOM en Afrique, sont autant d'exemples de cette volonté de l'impérialisme collectif d'utiliser la force pour préserver son hégémonie, aujourd'hui largement menacée par la montée en puissance de pays dits « émergents ».

La polarisation et les voies de l'émancipation du Sud

A partir de la conception du capitalisme comme système mondial, comme on l'a vu plus haut, découle la remise en cause de l'analyse conventionnelle du « sous-développement ». A partir de cette analyse, Samir Amin s'est attaché à déconstruire le discours du système dominant sur l'origine du « sous-développement » des pays du Sud. Cette déconstruction commence par le rejet de l'explication superficielle du « sous-développement », basée sur une analyse economiciste. Au contraire, Samir Amin déplace le débat sur un terrain plus vaste, celui du matérialisme historique, et souligne que l'étude des problèmes de développement doit faire appel à l'histoire des formations sociales. A partir de cette considération, le « sous-développement » des pays du Sud, de l'Afrique en particulier, doit être compris comme la conséquence logique du déploiement du capitalisme à l'échelle mondiale.

Cette analyse est partagée par ce que l'on a appelé l'Ecole latino-américaine, incarnée à l'origine par Raul Prebisch, qui devait devenir le premier dirigeant de la

Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED), et de bien d'autres économistes de renom. La rencontre de Samir Amin avec les principaux animateurs de cette Ecole a été une période stimulante marquée par une critique approfondie de la nature du capitalisme, la remise en cause des notions conventionnelles de développement et sous-développement et une nouvelle interprétation du rôle du commerce dans les relations entre les Centres et les Périphéries, entre autres.

C'est pendant cette période d'intenses débats théoriques que Samir Amin a écrit quelques-uns de ses livres les plus connus. En plus de « *l'accumulation à l'échelle mondiale* », on mentionnera « *le développement inégal* », « *l'échange inégal* », « *l'impérialisme et le développement inégal* », « *impérialisme et sous-développement en Afrique* », « *l'échange inégal et la loi de la valeur* », « *la loi de la valeur et le matérialisme historique* », etc.

Dans ces ouvrages, Samir Amin affirme avec force que l'émancipation des pays dits « sous-développés » ne peut se faire en respectant la logique du système capitaliste mondialisé et à l'intérieur de ce système. Ainsi donc, le rattrapage par le Sud dans le cadre du capitalisme est-il impossible, du fait de la polarisation immanente au système. C'est cette conviction qui a amené Samir Amin à accorder une grande importance au projet adopté par les pays afro-asiatiques au cours de la conférence de Bandoeng (Indonésie) organisée en 1955.

Le projet de Bandoeng

Pour Samir Amin, cette expérience a représenté une rupture majeure pour deux raisons principales. La première est que pour la première fois, des pays du Sud, et non des moindres, avaient décidé de défier l'ordre mondial existant et le système hégémonique hérité de la Seconde Guerre mondiale. En d'autres termes, Bandoeng était une tentative de réponse coordonnée des pays du Sud face aux défis posés par le système impérialiste de l'époque.

En outre, et c'est là sans doute le facteur le plus important pour Samir Amin, Bandoeng a posé les jalons d'un projet national autonome, bourgeois certes, qui a eu de profondes répercussions dans les pays du Sud. A ses yeux, et sans doute aux yeux d'autres analystes, l'influence de Bandoeng a été grande, donnant naissance notamment au Mouvement des Non-Alignés et posant les jalons qui ont conduit à la revendication des pays du Sud pour l'instauration d'un Nouvel ordre économique international (NOEI) dans les années 1970.

C'est pourquoi Samir Amin appelle « ère de Bandoeng » toute cette période allant de 1955 à 1980, période correspondant à ce qu'il a appelé « ***L'éveil du Sud*** », le titre du livre qu'il a consacré aux développements politiques et économiques intervenus dans les pays du Sud.

Malgré ses limites et son essoufflement, le projet de Bandoeng représente, aux yeux de Samir Amin, la voie à suivre dans les tentatives pouvant déboucher sur une véritable émancipation des pays du Sud. Évidemment pour lui, cette émancipation véritable ne peut se situer que dans le cadre de la déconnexion par rapport au système capitaliste mondial pour ouvrir la voie à la longue transition au socialisme.

